

Assassinée pour l'exemple

Marielle Franco a été assassinée le 14 mars 2018 dans le centre de Rio de Janeiro. Ses assassins semblent avoir planifié leur action avec minutie. Ils suivirent son véhicule pendant plusieurs kilomètres et attendirent d'arriver dans une zone où les caméras de sécurité ne fonctionnaient pas – depuis plusieurs mois – pour passer à l'attaque. Son véhicule fut touché par 13 balles dont trois l'atteignirent à la tête et une au cou. Quant à son chauffeur, il fut atteint par trois balles. Tous les deux décédèrent dans les minutes qui suivirent l'attentat. Une chose semble évidente. Les tueurs savaient avec précision le lieu où ils pourraient agir sans risque d'être filmés. Ce qui tendrait à démontrer qu'ils avaient des liens étroits avec des membres des organismes de sécurité de la ville.

Marielle Franco était une militante du PSOL (Parti Socialiste et de la Liberté) un parti qui avait été créé en 2004 par des dissidents de gauche du PT ⁽¹⁾. Elle avait été élue conseillère municipale de la ville de Rio de Janeiro en 2016 avec 46.000 voix.

Elle était noire, née dans la favela carioca de Maré (Carioca est le nom donné aux natifs de la ville de Rio) et se revendiquait homosexuelle. C'était une débutante en politique, peut-être est-ce pour cela qu'elle était une ardente défenseuse des minorités et croyait aux droits de l'homme. Elle menait des enquêtes délicates sur ces sujets.

Elle avait dans le collimateur, le 41^e bataillon de la police militaire de l'État de Rio connu sous le sympathique nom de *Batalhão da Morte* (Bataillon de la mort). Ce bataillon a assassiné au cours des cinq dernières années – dans de pseudo affrontements – 450 personnes. C'est un triste record.

Ses assassins ont envoyé un message clair et net. Il est à deux niveaux. Ceux qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas connaissent le tarif : la mort. C'est aussi un défi au gouvernement fédéral. Celui-ci, pour se sortir d'un problème qui est récurrent depuis des années, a décidé de passer la patate chaude aux militaires. Nombreux sont les officiers supérieurs, qui ne sont pas dupes de la manœuvre, et renâclent devant les opérations de police qu'on leur demande d'effectuer. La France, lors de la bataille d'Alger, a pratiqué ce type de politique. Ce n'est pas sans risques... Par certains aspects, le Brésil fait penser à la France d'alors. Les partis politiques étaient largement discrédités. C'est alors que réapparut le général de Gaulle, l'homme providentiel. Est-ce que le Brésil va trouver son homme providentiel ? Pour l'instant, le seul qui pourrait l'être est Lula. Mais il se trouve confronté à de graves problèmes judiciaires et risque de se retrouver d'ici peu en prison, ce qui le rendrait inéligible... Les autres candidats ont en commun d'être rejetés par l'immense majorité des électeurs brésiliens.

Ce rejet est dû aux révélations faites par les magistrats qui enquêtent – depuis plusieurs années – dans le cadre de la corruption qu’a subit la compagnie nationale Petrobras. Affaire qui est connue sous le nom d’opération Lava Jato. Une affaire aux multiples ramifications, où tous les partis qui ont une influence réelle sur la vie politique brésilienne sont impliqués. Le système politique brésilien repose sur le fait qu’avec de l’argent on peut tout acheter et en premier lieu les politiciens ⁽²⁾. Ce système a été mis en place à la fin de la dictature militaire. L’offensive judiciaire des jeunes magistrats contre cette corruption généralisée est en train de mettre à mal le système politique existant. Bien malin celui qui peut dire ce qui va sortir de cette boîte de Pandore.

Pour comprendre ce qu’est l’insécurité au Brésil, il faut savoir que la sécurité publique est assurée par trois corps de police : chaque État dispose de la police militaire (PM), c’est elle qui a la charge de la sécurité publique (elle est l’équivalent de la police en uniforme en France et est sous les ordres d’un conseiller à la Sécurité de l’État). Ensuite, il y a la police en civil qui est chargée des crimes et délits relevant de la responsabilité des États. Et enfin, il y a la police fédérale qui s’occupe des crimes et délits portant atteinte à la Fédération (le Brésil est une fédération qui se compose de 26 États et de la capitale fédérale).

Le pays compte une majorité de pauvres et de très pauvres. Les favelas où ils vivent ont toujours été abandonnées par les politiciens. La fin de la dictature n’a rien changé à cela. Au contraire, le néolibéralisme triomphant a accentué les inégalités. L’arrivée de Lula à la tête du pays n’a pas modifié cette situation. Tout au plus, certains aspects sont devenus moins criants.

Les aspirations internationales auxquelles prétendaient Lula pour son pays n’ont jamais abouti. Néanmoins, en remerciement de ses bons et loyaux services – en particulier dans la gestion de la crise haïtienne de 2004 – il a obtenu l’organisation d’événements médiatiques comme la Coupe des Confédérations, la Coupe du monde et les Jeux olympiques. Événements qui, comme nous le savons, ne changent en rien l’ordre de domination du monde.

C’est dans ce contexte événementiel que Rio de Janeiro s’est trouvé être la vitrine du pays aux yeux du monde entier. Cette ville compte de très nombreuses favelas qui étaient contrôlées jusqu’alors par le crime organisé. La principale organisation criminelle de l’État de Rio de Janeiro est le *Comando Vermelho (CV)* – le Commando rouge – organisation née sous la dictature militaire.

Organiser ces événements, voulait dire qu’il fallait nettoyer la ville du crime organisé. Nombre de ces favelas sont situées sur des lieux ayant une vue imprenable sur la baie de Rio. Les politiciens locaux virent-là l’occasion d’organiser une formidable spéculation immobilière. Des dizaines de milliers d’habitants – qui avaient pour seul crime d’être pauvres – furent expulsés manu militari...

Le discours officiel du gouvernement Lula, pour justifier cette misérable entreprise, fut qu’il fallait libérer les favelas des différents trafics que contrôlait le *Comando Vermelho*. Pour cela, il organisa et envoya des UPP (Unités de Police de Pacification). Les opérations menées au karcher eurent pour résultat la fuite des dirigeants de cette organisation criminelle vers d’autres États qui jusque-là vivaient dans une relative tranquillité. Commença alors, dans tout le Brésil, une guerre pour le contrôle de

nouveaux territoires. La violence explosa dans tout le pays et atteignit des niveaux jamais atteints. Leur nombre en 2017 dépassa les 60.000 morts...

Rio de Janeiro venait d'être « libérée » du *Comando vermelho*, mais pourquoi abandonner ces juteux trafics ? Pour éviter l'arrivée de nouveaux venus et laisser échapper cette manne financière, des politiciens locaux proposèrent à des policiers de ces UPP de devenir gestionnaires de cette société anonyme. Les premiers s'occupant du contrôle politique et aux seconds le maintien de l'ordre. N'avaient-ils pas fait preuve de professionnalisme dans les opérations de nettoyage ? Gare à tous ceux qui prétendraient les empêcher de traficoter en paix... Les assassins en choisissant la populaire Marielle Franco comme cible voulaient démontrer leur détermination et c'est en cela que son assassinat est exemplaire.

L'unanimité de la classe politique brésilienne contre ce crime qu'elle trouve particulièrement « odieux » masque mal que c'est elle qui, par ses magouilles et ses combines est à l'origine de la situation de violence dans laquelle se trouve l'État de Rio de Janeiro et plus largement le Brésil.

Depuis le début de l'année, 12 militants ont été assassinés à cause du combat qu'ils menaient en faveur de la défense de l'environnement, dans la lutte contre le travail esclave, des paysans sans terre, etc. En cinq ans, ce sont 194 de ces militants qui ont été victimes des tueurs à gages sans que cela ne fasse la une des médias brésiliens et n'émeuve la communauté internationale...

La raison de ce silence se trouve certainement dans le fait que tous ces assassinats ont été perpétrés dans des zones rurales où les *fazendeiros*, les grands propriétaires terriens, dictent leur loi aux autorités locales. En assassinant Marielle Franco, une élue de la ville la plus emblématique du pays, ses assassins ont voulu démontrer que rien ni personne n'était en mesure de les empêcher d'agir où il leur semblait bon de le faire. C'est en cela aussi que son assassinat est exemplaire.

Comme le disait Lampedusa dans son roman *Le Guépard* : « Il faut que tout change pour que rien ne change. » Il nous semble que la classe politique brésilienne soit passée maître dans l'art de ne rien vouloir changer.

Lampião

(18 mars 2018)

Notes :

1. Le Parti des travailleurs (PT) est né en 1980 du rassemblement de personnalités venant d'horizons très divers : militants politiques, syndicalistes, intellectuels, artistes et catholiques liés à la théologie de libération. Ils avaient comme objectif de vouloir en finir avec la dictature militaire. En 1984, les militaires qui préparaient leur sortie en douceur le légalisèrent. Le PT put dès lors participer aux différentes compétitions électorales. Lula en fut son premier dirigeant et il le resta jusqu'en 1994. En 2003, il devint président de la République. La première réforme d'importance qu'entreprit son gouvernement fut de prolonger l'âge de la retraite des fonctionnaires publics. Son prédécesseur, Fernando Henrique Cardoso, avait bien tenté de la faire passer. Le PT qui était alors dans l'opposition avait mis toute sa force pour l'en empêcher et Cardoso s'était cassé les dents... Lula pendant la campagne qui le conduisit à la présidence en avait fait une de ses principales promesses : « Jamais, je ne toucherais à la retraites de fonctionnaires publics. » Une fois élu, il oublia sa promesse. Grâce à Charles Pasqua, nous savons que les promesses

n'engagent que ceux qui y croient... Ne voilà-t-il pas que notre bon ouvrier « découvre avec horreur » que les fonctionnaires publics ont un statut meilleur que celui des salariés du secteur privé en matière de retraite. Il décide alors de mettre fin à cette injustice ! Les fonctionnaires qu'ils soient hommes ou femmes travailleront dix ans de plus. Pour faire passer cette loi antisociale, il lui faut absolument avoir le soutien des syndicats et des mouvements sociaux. Son gouvernement édictera des mesures leur faveur. Tranquille sur sa gauche, il sait que l'opposition conduite par le parti de la droite brésilienne, le PSDB (le parti de l'ex-président Cardoso) ne va pas faire la fine bouche. Dans ces conditions, le vote de la loi devient presque une formalité. L'opposition à cette loi est conduite par une dizaine de députés fédéraux du PT qui refusent de se renier et votent contre. Ils sont immédiatement exclus du parti. C'est cette affaire qui est à l'origine de la naissance du PSOL.

2. Álvaro Obregon (1888-1928) fut président de la République du Mexique de 1920 à 1924. Il semble être un bon connaisseur de la faiblesse des hommes devant l'argent, ce qui lui aurait fait dire : « Personne ne résiste à un boulet de canon de cinquante mille pesos. »